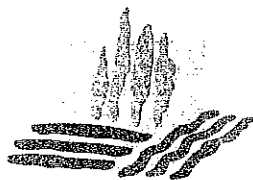


PREFECTURE DE L'HERAULT



DIRECTION  
DÉPARTEMENTALE  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA FORÊT

Service : EAU-FORET-ENVIRONNEMENT

Montpellier, le 04 OCT 2004

Le Préfet de la région Languedoc-Roussillon  
Préfet de l'Hérault

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Arrêté n° : 2004 - XV - 137

OBJET: Défrichement  
Commune de Joncels  
Lieu-dit « plateau de Cabalas ».

VU les articles L 312-1 à 2 et R 311-1 à 312-6 du code forestier,

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,

VU la demande de défrichement des gérants des groupements forestiers de Joncels et Joncels du 15 septembre 2004 en vue de l'installation d'un parc éolien comprenant 8 aérogénérateurs ayant pour effet d'entraîner le défrichement de 11.645 m<sup>2</sup> de bois situés sur la commune de Joncels,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

VU le plan des lieux,

SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture de l'Hérault,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** Est autorisé le défrichement de 11.645 m<sup>2</sup> de bois dans les parcelles ainsi cadastrées :

Groupement forestier de Joncelets :

- 5.445 m<sup>2</sup> sur les 15.530 m<sup>2</sup> de la parcelle E2 -215

Groupement forestier de Joncels :

- 5.100 m<sup>2</sup> sur les 100.060 m<sup>2</sup> de la parcelle E1-28
- 1.100 m<sup>2</sup> sur les 7.450 m<sup>2</sup> de la parcelle E1 - 26

tels qu'ils figurent dans le plan au 1 / 5.000° figurant au dossier .

**ARTICLE 2** Les travaux de défrichement ne pourront être exécutés qu'après obtention du permis de construire.

**ARTICLE 3** Le groupement forestier de Joncels sera tenu de rembourser le montant des aides perçues majorées de 25% sur la superficie de 62 ares ayant bénéficié des aides publiques. Elle devra se rapprocher des services de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt pour connaître le montant et les modalités de remboursement.

**ARTICLE 4** La présente autorisation est subordonnée au respect de la prescription suivante :  
Si, sur les terrains défrichés, sont mises en place des constructions ou installations de toute nature, ou sont conduits des chantiers ou des travaux, le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé sera obligatoire, dans les conditions définies par l'article L.322.3 du code forestier.

**ARTICLE 5** Conformément à l'article L311.1, 3° alinéa du code forestier la validité de la présente autorisation est de cinq ans à compter de sa délivrance.

**ARTICLE 6** La présente autorisation fait l'objet, par les soins du bénéficiaire, d'un affichage sur le terrain de manière visible de l'extérieur ainsi qu'à la mairie de situation du terrain. L'affichage a lieu quinze jours au moins avant le début des opérations de défrichement, il est maintenu à la mairie pendant deux mois et sur le terrain pendant la durée des opérations de défrichement. Le demandeur dépose à la mairie de situation du terrain le plan cadastral des parcelles à défricher qui peut être consulté pendant la durée des opérations de défrichement.

**ARTICLE 7** La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Montpellier dans les conditions prévues par l'article R 421-1 du code de justice administrative, dans le délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication.

**ARTICLE 8** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt et le demandeur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt



M. SALLENAVE